



Message du Président

Mesdames et Messieurs, chères sœurs et frères,

1. En marche pour 2017 !

Cette assemblée d'automne coïncide, à quelques jours près, avec l'ouverture de l'année jubilaire des 500 ans de la Réforme qui sera riche en événements locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Je me réjouis de ce qu'un premier écueil ait été évité à tous les niveaux : celui du « commémorationnisme », néologisme dont je qualifie notre propension moderne à multiplier à outrance les commémorations du passé. Les psychologues et sociologues ont souvent analysé cette tendance, qui s'explique sans doute très largement par l'incertitude du présent et l'absence de perspective pour l'avenir. On parle heureusement de moins en moins de l'« année Luther », même si au départ la « Lutherdekade » de nos amis allemands nous a orientés dans cette direction. Car il est bien clair que l'événement de 1517 nous intéresse beaucoup moins pour son historicité, dont les spécialistes discutent d'ailleurs, que pour ce qu'il a déclenché en Europe et partout dans le monde. Célébrer les 500 ans de la Réforme, c'est d'abord l'occasion de rendre grâce à Dieu pour sa fidélité, pour les bienfaits reçus et pour l'action de l'Esprit Saint toujours à nouveau à l'œuvre dans le monde et dans l'Eglise. C'est ensuite l'occasion de nous réapproprier le message libérateur de l'amour inconditionnel de Dieu pour tout être humain, quelle que soit sa race, sa religion ou sa condition sociale, pour en témoigner dans le monde d'aujourd'hui. Notre jubilé intervient dans un contexte où ce message est plus actuel que jamais, tant l'humaine propension à l'injustice, à la discrimination et à la violence semble prendre des proportions dont on avait oublié qu'elles pouvaient être possibles. Dans ce sens, je me réjouis de ce que le Conseil de la Fédération protestante de France ait décidé de placer cette année jubilaire sous le thème de « Vivre la fraternité ».

L'ouverture du jubilé pour l'UEPAL a voulu à sa manière marquer ce lien entre commémoration, action de grâce et réappropriation pour aujourd'hui du message fondamental de la Réforme. Après la célébration à St Thomas, son fort rappel des Béatitudes et son appel à nous mettre en marche, la table ronde à l'ENA a été l'occasion d'une déclinaison pour aujourd'hui, au cœur de la cité, de l'actualité du message libérateur redécouvert par Luther. Aujourd'hui-même, nous mettrons à votre disposition 4 nouveaux flyers de la série « Ce que nous croyons » portant sur la Réforme protestante : « La Réforme, un bouleversement », « La Réforme en Alsace et en Moselle », « La Réforme, la foi seule », « La Réforme et les femmes ». Je rattache aussi à cette déclinaison de la Réforme pour aujourd'hui, cette fois-ci en actes, deux temps forts vécus récemment : la participation de ACO Fellowship au Consistoire supérieur du 15 octobre dernier, et la journée de la CIMADE du 6 novembre. Des héritiers de la Réforme posent aujourd'hui en Syrie, au Liban et en Irak des gestes de paix, dans un contexte qui paraît sans espoir. Des fils et des filles de la Réforme dénoncent le scandale d'une mer Méditerranée devenue cimetière des désespérés et agissent pour que cela cesse. Accessoirement, nous pouvons, à propos de ces deux exemples, nous réjouir de la fécondité spirituelle du protestantisme alsacien : l'Action Chrétienne en Orient a été créée par le Pasteur Paul Berron, et la CIMADE l'a été dans une large mesure par la théologienne Suzanne de Dietrich.

La célébration de Lund a présenté des caractéristiques similaires, et a constitué un événement œcuménique majeur. Je l'avais déjà souligné lors de notre assemblée d'avril dernier, la dimension œcuménique constitue une nouveauté absolue dans notre commémoration qui aurait été impensable il y a encore 50 ans. Il ne s'agit pas de faire comme si nos différences n'existaient plus, mais il s'agit de relire ensemble nos histoires respectives, de réaliser qu'aucune de nos Eglises ne serait-ce qu'elle est sans les autres, et de prendre conscience ensemble de notre commune vocation à annoncer l'Évangile aujourd'hui. D'aucuns ont pu regretter la dimension trop bilatérale de la célébration de Lund, entre catholiques et luthériens. Ce caractère bilatéral était la conséquence de l'important travail théologique mené depuis des décennies entre la Fédération Luthérienne Mondiale et le Vatican, en particulier la Déclaration commune sur la justification par la foi signée en 1999 entre luthériens et catholiques, qui constitue l'avancée œcuménique la plus significative entre protestants et catholiques depuis le concile Vatican 2. Méthodistes et anglicans sont déjà entrés dans le consensus sur la Déclaration commune, et la Communion Mondiale des Eglises Réformées a engagé un processus d'association à ce texte, qui pourrait aboutir à une signature en mai 2017, à l'Assemblée générale de Leipzig. Je rappelle à cette occasion l'immense travail accompli par l'Institut œcuménique de la FLM à Strasbourg, avec la contribution de théologiens alsaciens comme Elisabeth Parmentier ou André Birmelé. Le document « Du conflit à la communion » qui est à la base de notre célébration commune des 500 ans de la Réforme est d'ailleurs le fruit du travail de l'Institut, en collaboration avec la commission pontificale pour la promotion de l'unité des chrétiens. Nous avons aussi apprécié au Consistoire supérieur d'avril dernier la contribution au thème de la communion du directeur de l'Institut Theodor Dieter, que j'ai eu la joie de retrouver à Lund. Il se disait très heureux de voir dans l'événement que nous venions de vivre l'aboutissement d'années de travail théologique.

Le caractère bilatéral luthéro-catholique de la « Joint commemoration » était atténué par une forte représentation œcuménique, tant au niveau intra protestant qu'à celui des autres confessions, en particulier orthodoxes. Elle a surtout eu pour mérite de partir de la repentance et de l'actions de grâces à la cathédrale de Lund pour se décliner ensuite, à l'occasion de l'immense rassemblement populaire à Malmö, en témoignages concrets du service commun des catholiques et des luthériens dans le monde. A travers l'exemple de 4 grands témoins, nous avons pris conscience que de l'Inde au Burundi, en passant par la Colombie et le Sud-Soudan, catholiques et luthériens s'engagent pour la dignité de chaque être humain, pour la justice, la paix et la sauvegarde de la création. J'ajoute à ce propos que le département d'aide humanitaire de la fédération luthérienne mondiale « LWF World Service » accompagne plus de 2 millions de réfugiés dans le monde à travers ses réseaux d'Eglises et en lien étroit avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) de Genève. Je rappelle enfin que le 6 décembre prochain sera célébré à 17h30 à St Thomas la liturgie dite « de Lund », à l'invitation de Mgr Georges Pontier, président de la conférence des évêques catholiques de France, des deux présidents de la CPLR, Laurent Schlumberger et moi-même et de Mgr Grallet, archevêque de Strasbourg. François Clavairoly, président de la Fédération protestante de France, y sera présent en tant qu'invité. Le même soir, le cardinal Kurt Koch, président de la commission pontificale pour la promotion de l'unité des chrétiens, donnera une conférence à la cathédrale sur le bilan de 50 ans d'œcuménisme depuis Vatican 2.

2. Une situation internationale de plus en plus incertaine

Si la célébration des 500 ans de la Réforme semble bien en prise avec les défis de notre temps, il faut reconnaître que ceux-ci ne cessent de s'aggraver. D'assemblée en assemblée, nous nous retrouvons dans un contexte global plus incertain, un monde de tous les dangers et de tous les excès. Outre les violences qui sèment partout la terreur et la mort, deux événements majeurs ont marqué la situation internationale depuis notre dernière assemblée : la sortie de la Grande

Bretagne de l'Union Européenne et l'élection du nouveau président des Etats-Unis. Ces événements ne sont bien sûr pas sans lien et semblent constituer la démonstration de la fameuse formule de Churchill : « La démocratie est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres ». Une Europe affaiblie et divisée dont le principal allié, les Etats-Unis d'Amérique, est susceptible de s'enfermer dans un isolationnisme nationaliste qui ne peut qu'aggraver les tensions internationales, voilà qui constitue un contexte politiquement explosif à quelques mois des élections présidentielles françaises. Nos candidats ou candidats à la candidature, inspirés par la réussite d'un candidat populiste pour lequel toutes les outrances étaient bonnes, pourvu qu'elles soient électoralement payantes, sauront-ils résister à la tentation de la démagogie et éviter que la campagne électorale devienne le champ de toutes les surenchères ? Rien n'est moins sûr.

Que peuvent dire et faire les Eglises et de manière plus générale les chrétiens, en particulier les protestants, dans un tel contexte ? Deux écueils sont sans doute à éviter : nous recroqueviller ou nous réfugier dans le « spirituel », et à l'inverse prétendre donner des leçons, voire prendre des positions partisans. Dans un monde qui change, il me paraît avant tout important que nous encourageons les membres de nos Eglises à ne pas désertier le champ politique, au prétexte de la déception suscitée par les hommes et les femmes politiques, ou de l'impuissance qui serait la nôtre face à la complexité des problèmes et aux forces démesurées qui semblent mener le monde. Au fameux « Yes we can » qui a soulevé de grands espoirs en son temps, il ne faudrait pas que succède un « no, we cannot » qui nous inciterait à baisser les bras. Nous l'avons tous relevé, et je l'ai déjà souligné lors de notre assemblée de novembre dernier, les combats à venir seront ceux des valeurs et de l'éthique qui guident l'action politique. Et dans ce domaine, les chrétiens ont des choses à dire. L'accueil des réfugiés n'est pas d'abord une question technique, c'est avant tout une question éthique et théologique. La sauvegarde de la création et la justice climatique, ce ne sont pas d'abord des questions techniques, ce sont des questions théologiques et éthiques.

Ce combat, il doit d'abord être mené au plan de la réflexion : réfléchir nous-mêmes, aider les autres à la réflexion, voilà qui doit constituer notre tâche dans les mois et les années à venir. Et cette problématique est largement œcuménique. Ainsi, nous pouvons nous saisir du récent texte des évêques catholiques de France qui s'intitule « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique ». Ce texte d'une douzaine de pages est d'ailleurs accompagné de questions qui permettent d'alimenter la réflexion et le débat sur les thèmes abordés, comme le contrat social, la différence culturelle et l'intégration, la question du sens, la crise de la parole, la laïcité, ...De la même manière, la Conférence des Eglises Européennes vient de publier une « lettre ouverte aux Eglises et organisations partenaires en Europe », un texte d'une vingtaine de pages intitulé « Quel avenir pour l'Europe ? Réaffirmer le projet européen en tant qu'élaboration d'une communauté de valeurs ». On le voit, la question des valeurs devient centrale. De notre côté, la CASPE est en train de travailler à la rédaction d'un court texte sur le thème de l'engagement politique, destiné à une large diffusion, toujours dans la série « Ce que nous croyons ». D'autres initiatives sont encore prévues de manière plus ponctuelle et circonstanciée à l'occasion des élections présidentielles. Enfin, il me semble que notre assemblée devrait elle-même se saisir du sujet de l'engagement politique des chrétiens. A ma connaissance, le dernier texte d'orientation sur ce thème remonte, du côté de l'EPCAAL, au Consistoire supérieur de 1992. Il me semble indispensable que nous reprenions cette question à nouveaux frais et qu'elle soit inscrite dans la programmation future des thèmes de notre assemblée.

3. Les thèmes de notre assemblée

Les trois sujets que nous allons aborder semblent a priori sans grand lien avec les sujets que je viens d'évoquer, ni même entre eux. A y regarder de plus près, l'écart n'est cependant pas si grand. En nous posant la question « Quels pasteurs pour quelle Eglise ? », nous ne sommes sans

doute pas très loin des questions que d'autres institutions se posent : « Quels enseignants pour quelle école ? » ou « Quels magistrats pour quelle justice ? ». Dans un monde en perte de repères, il nous faut, plus encore que des institutions qui tirent leur légitimité de la seule Loi, avoir le souci de la pertinence de notre « présence au monde », en particulier à travers le ministère pastoral. Cette réflexion vient d'un questionnement de notre commission des ministères (CDM) qui a déjà proposé des ajustements à la formation initiale et professionnelle de nos pasteurs, mais nous renvoie à juste titre la balle en nous demandant quels sont les pasteurs dont nous avons besoin, ce qui pose la question de l'Eglise que nous voulons être demain. Concernant la vision d'Eglise et les priorités de l'UEPAL, nous les avons définies dans leur globalité lors de l'Assemblée de novembre 2014 à travers le document « Orientations stratégiques pour l'UEPAL dans la décennie à venir (2015 -2025) ». Il ne s'agit bien sûr pas aujourd'hui de refaire cet exercice, mais de réfléchir à ce qui, sur l'arrière-plan de ce document, est décisif pour le ministère pastoral à l'avenir. Lorsque les orientations stratégiques parlent d'une identité protestante confessante, de la priorité du témoignage, d'une culture de projet et de solidarité entre paroisses, qu'est-ce que cela signifie pour les attentes vis-à-vis des pasteurs que nous formons ? L'exercice qui vous sera proposé dans un instant par Christian Krieger consistera en un « brainstorming » destiné à alimenter les réflexions du groupe de travail chargé de revenir vers nous avec des propositions précises.

La question du bilan de l'Union après 10 ans de fonctionnement correspond à une volonté posée dès la mise en place de l'Union. Aujourd'hui, nous n'aborderons que la question de la méthode, qui vous est proposée pour validation par le Conseil de l'Union. Mais le but est là encore de vérifier la pertinence de notre organisation et de notre fonctionnement au regard de notre témoignage commun et de notre visibilité dans la société. Enfin, le débat sur la justice climatique portera sur les orientations proposées par le rapport très complet que le groupe de travail « UEPAL et justice climatique » nous a remis et pour lequel je le remercie d'ores et déjà : il s'agit aujourd'hui non pas d'arrêter un catalogue d'actions, mais des objectifs généraux que l'UEPAL s'engage à poursuivre et à encourager. Cette question de la justice climatique n'est pas une option pour sociétés riches, elle affecte d'ores et déjà de manière dramatique des pays pauvres et alimente des conflits comme ceux du Proche Orient, où la question de la maîtrise de l'eau constitue un enjeu vital. Il s'agit donc pour les Eglises d'un enjeu à la fois éthique, politique et théologique, qui suscite de grandes attentes partout dans le monde.

Je vous remercie pour votre attention et nous souhaite des échanges constructifs, à l'écoute de l'Esprit Saint qui anime l'Eglise.

Christian ALBECKER